

**VILLE DE  
GRIGNY-SUR-RHÔNE  
CENTRE COMMUNAL  
D'ACTION SOCIALE**

**Extrait du registre des délibérations  
du Centre Communal d'Action Sociale  
Séance du 2 décembre 2025**

**Date de convocation**  
**25/11/25**

**Nombre de membres :**

► en exercice: 13

► présents : 8

► suffrages exprimés :11

**Président: M. Xavier ODO**

**Responsable du CCAS : Mme Sophie BORDAT**

**Secrétaire : Maud BENENATI, Responsable Ambition  
Humaine et Solidaire.**

**Présents :**

Mme Isabelle GAUTELIER - Mme Irène DARRE - Mme Najoua  
AYACHE - Mme Marie Claude MASSON - Mme Pia BOIZET -  
Mme Danielle MECHIN - Mme Martine NAZARET - M. Michel  
ANDRE

**Procurations:**

M. Xavier ODO à Mme Isabelle GAUTELIER

M. Guillaume MOULIN à Mme Irène DARRE

Mme Dominique GERBES à Mme Najoua AYACHE

**Excusé(e)s :**

Mme Arlette PAGO - Mme Sandra YOUSSEF

**OBJET : Participation financière du CCAS à la Protection Sociale complémentaire des  
agents - Risque Santé.**

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGFPT),

Vu les articles L.827-1et suivants du code général de la fonction publique,

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de  
leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les  
quatre arrêtés d'application du 8 novembre 2011,

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la  
participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu la délibération en date du 8 décembre 2015 instaurant une participation financière à la protection sociale  
complémentaire des agents en santé,

Vu l'avis du comité social territorial,

Considérant que les collectivités territoriales et leurs établissements participent, dans les conditions définies  
à l'article L.827-11 du code général de la fonction publique, au financement des garanties de protection so-  
ciale complémentaire destinées à couvrir les risques santé et frais occasionnés par une maternité, une mala-  
die ou un accident auxquelles souscrivent les agents qu'elles emploient,

Considérant que sont éligibles à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements pu-  
blics les contrats destinés à couvrir les risques mentionnés à l'article L.827-1 mettant en œuvre les disposi-  
tifs de solidarité mentionnés à l'article L.827-3, cette condition pouvant être attestée par la délivrance  
d'un label dans les conditions prévues à l'article L.310-12-2 du code des assurances,

Considérant que la collectivité participe depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 à la couverture du risque santé dans le cadre de la procédure dite de labellisation souscrite de manière individuelle et facultative pour ses agents,

Considérant que le décret du 20 avril 2022 susnommé fixe à minima une participation obligatoire de 15 € mensuel,

Considérant que la collectivité verse à ce jour 10 € pour les contrats individuels et 25 € pour les contrats familiaux et après avoir recueilli l'avis du comité social territorial, il est proposé que le montant mensuel de la participation soit fixé respectivement à 15 et 30€ par agent,

Considérant que la mise en place de cette revalorisation pourrait intervenir à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;

### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉCIDE**

**D'ACCORDER** une participation mensuelle de 15€ pour les contrats individuels et de 30€ pour les contrats familiaux à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, à tout agent (fonctionnaire et agent contractuel de droit public et de droit privé) pouvant justifier d'un certificat d'adhésion à une garantie santé labellisée, dans la limite de l'intégralité de la cotisation ;

**D'IMPUTER** les dépenses correspondantes au budget général de l'exercice en cours et suivants, chapitre 012.

A l'**unanimité** des suffrages exprimés par 11 voix pour.

Xavier ODO,  
Maire,  
Président du CCAS.